

F. 91 — 3385

[S-C — 27531]

25 JUILLET 1991. — Décret relatif à la taxation des déchets en Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. § 1er. Il est établi une taxe sur les déchets, perçue au profit de la Région wallonne dans les conditions et selon les modalités déterminées par le présent décret.

§ 2. Le produit de la taxe est affecté exclusivement à un fonds créé au sein du budget de l'Office régional wallon des déchets. Le produit de la taxe est destiné au fonctionnement des missions suivantes :

1° financement de la mise en place des installations de traitement des déchets en conformité avec la planification de l'élimination des déchets en Région wallonne, prévue dans le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

2° financement des mesures visant à mettre les installations de traitement en conformité avec les normes légales et réglementaires;

3° politique de sensibilisation à la gestion planifiée des déchets en Région wallonne;

4° aide au laboratoire d'analyse de la Région wallonne pour ses missions relatives à la gestion des déchets;

5° prévention de l'apparition de déchets en ce compris le financement des études scientifiques relatives à cet objectif;

6° recyclage tant des déchets ménagers que non ménagers;

7° réhabilitation des anciens sites pollués;

8° avances nécessaires à l'accomplissement des mesures d'urgence et des mesures imposées d'office par un risque de pollution;

9° instauration de réseaux de mesures et de contrôle;

10° gestion informatique des informations concernant le transfert et l'élimination de déchets.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° déchet : déchet au sens du décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985;

2° déchet ménager : tout déchet autre qu'un déchet visé sub 3°, provenant de l'activité usuelle des ménages ou ceux qui sont assimilés à de tels déchets, à l'exception des déchets spéciaux;

3° déchet non ménager : tout déchet provenant d'une activité économique exercée avec ou sans but de lucre, ainsi que les déchets, de quelque nature qu'ils soient, pour lesquels la production du titre de paiement de la taxe sur les déchets ménagers n'est pas rapportée;

4° activité économique : toute activité à caractère industriel, commercial, agricole ou civil, exercée en vue de retirer des recettes ayant un caractère de permanence;

5° fait générateur : fait par lequel sont réalisées les conditions légales nécessaires pour l'exigibilité de la taxe;

6° l'Exécutif : l'Exécutif de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — Taxation des déchets ménagers

Section I. — Fait générateur de la taxe

Art. 3. Le fait générateur de la taxe sur les déchets ménagers est la création de déchets inhérente à l'occupation, permanente ou temporaire, à usage d'habitation privée, de tout ou partie d'un immeuble situé en Région wallonne.

Section II. — Redevables de la taxe

Art. 4. Sont solidairement redevables de la taxe sur les déchets ménagers, le propriétaire, le possesseur, l'emphytéote, le superficiaire, l'usufruitier, le détenteur d'un droit d'usage ou d'habitation et le locataire de tout ou partie d'immeuble occupé à titre d'habitation à usage privé situé en Région wallonne.

Section III. — Taux

Art. 5. § 1er. Le montant de la taxe sur les déchets ménagers est fixé à 1 000 francs par immeuble ou partie d'immeuble occupé à titre d'habitation à usage privé.

§ 2. Nonobstant toute preuve contraire, sont présumées occuper une habitation à usage privé les personnes, qui d'après leur inscription au registre communal de la population, ont établi le lieu de leur domicile à cet endroit.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1er, le montant de la taxe est fixé à :

1° 300 francs lorsque l'habitation à usage privé ne compte qu'un seul occupant;

2° 600 francs lorsque l'habitation à usage privé compte deux occupants;

3° 900 francs lorsque l'habitation à usage privé compte trois occupants.

Section IV. — Moment où la taxe est due

Art. 6. La taxe sur les déchets ménagers est due entièrement au 1er janvier de chaque année.

CHAPITRE III. — Taxation des déchets non ménagers

Section I. — Régime de droit commun

Sous-section I. — Fait générateur

Art. 7. § 1er. Le fait générateur de la taxe sur les déchets non ménagers est la présence en quelque endroit situé dans la Région wallonne que ce soit, de déchets non ménagers.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, la présence de déchets dans un endroit sur lequel une personne physique ou morale a exercé ou exerce une activité autorisée sur base de l'arrêté du régent du 4 février 1946 portant approbation du Règlement général pour la protection du travail ou sur base du décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution, ne constitue pas un fait générateur de la taxe pour autant que les déchets présents soient prévus par les conditions de ces autorisations.

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — 253 (1990-1991), n°s 1 à 12.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 16 juillet 1991. Discussion. — Vote.

Sous-section II. — Redevable

Art. 8. Est redevable de la taxe sur les déchets non ménagers, le propriétaire de tout immeuble, bâti ou non bâti, ou de tout moyen de transport fluvial, situé en Région wallonne, où sont présents des déchets non ménagers.

Sous-section III. — Base imposable

Art. 9. La taxe sur les déchets non ménagers est due à la tonne de déchets non ménagers.

Sous-section IV. — Taux

Art. 10. Le montant de la base est fixé à 5 000 francs par tonne de déchets.

Sous-section V. — Moment où la taxe est due

Art. 11. La taxe est due dès que les déchets sont présents sur ou dans l'immeuble ou moyen de transport fluvial dont le redevable est propriétaire.

Section II. — Régime de l'exploitant autorisé

Sous-section I. — Fait générateur

Art. 12. Le fait générateur de la taxe sur les déchets non ménagers visée à la présente section est la mise en décharge de déchets dans un endroit sur lequel une personne physique ou morale exerce une activité autorisée, sur base du décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution, pour recevoir de tels déchets.

Sous-section II. — Redevable

Art. 13. Est redevable de la taxe sur les déchets non ménagers visée par la présente section toute personne physique ou morale exerçant une activité d'exploitation de décharge autorisée sur base du décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution.

Sous-section III. — Base imposable

Art. 14. La taxe sur les déchets non ménagers visée à la présente section est due à la tonne de déchets non ménagers mise en décharge.

Sous-section IV. — Taux

Art. 15. § 1er. Le montant de la taxe est de :

- a) 900 francs par tonne, sauf dans les hypothèses visées par les points b à k;
- b) 500 francs par tonne lorsque les déchets mis en décharge consistent en des résidus de traitement par incinération de déchets;
- c) 400 francs par tonne lorsque les déchets mis en décharge consistent en des résidus de traitement autre que par incinération de déchets;
- d) 350 francs par tonne, lorsque les déchets mis en décharge sont des cendres volantes provenant de centrales thermiques;
- e) 100 francs par tonne, lorsque les déchets mis en décharge, sont des déchets inertes à l'exception des terres de déblais non contaminées;
- f) 100 francs par tonne, lorsque les déchets mis en décharge sont des déchets provenant de la destruction d'épaves de voitures et de ferrailles, ou lorsque les déchets déversés sont des déchets contenant des fibres d'amiante fixées;
- g) 100 francs par tonne lorsque les déchets mis en décharge sont de la terre draguée ou des déchets provenant des opérations de traitement des eaux en vue de les potabiliser;
- h) 80 francs par tonne, lorsque les déchets mis en décharge sont des oxydes de fer provenant de la production de zinc, connus sous le nom de jarosite et de goethique;
- i) 50 francs par tonne, lorsque les déchets mis en décharge sont des résidus de recyclage provenant d'entreprises utilisant des déchets de papier et de carton comme matière première pour la production de papier et de carton neuf;
- j) 30 francs par tonne, lorsque les déchets mis en décharge sont des déchets contenant du phosphogypse, des boues de soude, des boues d'épuration de saumures de matières minérales et des déchets miniers;
- k) 20 francs par tonne, lorsque les déchets mis en décharge sont des déchets provenant d'opérations d'assainissement du sol et de l'élimination de revêtements et d'éléments de charpente d'immeubles contenant de l'amiante;
- l) 10 francs par tonne, lorsque les déchets mis en décharge sont des terres de déblais non contaminées.

§ 2. Par dérogation au § 1er, sont exemptés de la taxe les produits des dragages effectués pour le compte de la Région wallonne et des institutions publiques dépendant de celle-ci et les déchets provenant des opérations de traitement des eaux en vue de les potabiliser à l'initiative de la Région wallonne et des institutions publiques dépendant de celle-ci.

§ 3. Lorsque les déchets sont susceptibles d'être taxés selon plusieurs taux, le taux supérieur est appliqué.

Sous-section V. — Moment où la taxe est due

Art. 16. La taxe est due dès que les déchets sont mis en décharge sur l'endroit où le redevable exerce son exploitation.

La cessation d'activité ne met pas fin à l'exigibilité de la taxe.

CHAPITRE IV. — Perception des taxes

Section I. — Fonctionnaires chargés de la perception et du recouvrement des taxes

Art. 17. L'Exécutif désigne les fonctionnaires chargés de recevoir et de vérifier les déclarations et de procéder à l'établissement et au recouvrement de la taxe sur les déchets.

Section II. — Taxe sur les déchets ménagers

Art. 18. § 1er. La taxe sur les déchets ménagers est perçue annuellement.

§ 2. La taxe sur les déchets ménagers est perçue par voie de rôle.

Les rôles sont arrêtés par le fonctionnaire désigné par l'Exécutif et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la division de la trésorerie du budget et des finances du Ministère de la Région wallonne, au plus tard trois mois après le moment où la taxe est due en vertu de l'article 6.

Les rôles mentionnent :

- 1° le nom de la Région;
- 2° les nom, prénoms et adresse du redevable de la taxe;
- 3° une référence au présent décret;
- 4° le montant de la taxe, le fait qui en justifie l'exigibilité et l'exercice fiscal auquel elle se rattache;
- 5° le numéro d'article;
- 6° la date du visa exécutoire;
- 7° le numéro de répertoire;
- 8° le nombre d'occupants;
- 9° la date d'exigibilité.

L'avertissement extrait de rôle est notifié au redevable dans les six mois à compter de la date du visa exécutoire, à peine de forclusion. Il est daté et porte les mentions indiquées à l'alinéa précédent.

§ 3. La taxe doit être payée dans les deux mois suivant la notification de l'avertissement extrait de rôle.

Section III. — Taxe sur les déchets non ménagers

Art. 19. La taxe sur les déchets non ménagers est perçue annuellement.

Art. 20. § 1er. Le redevable de la taxe est tenu d'introduire une déclaration à la taxe due pour l'année échue au plus tard le 10 janvier de l'année suivante. Cette déclaration contient tous les éléments nécessaires à l'établissement de la taxe.

Lorsque le redevable visé à l'article 8 est propriétaire de plus d'un immeuble, il introduit une déclaration distincte pour chacun de ces immeubles.

Lorsque le redevable visé à l'article 13 exerce une activité autorisée sur base du décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution sur plusieurs endroits distincts, il introduit une déclaration distincte pour chacun de ces endroits.

§ 2. Le modèle de la déclaration est établi par l'Exécutif.

Art. 21. En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du redevable, les fonctionnaires visés à l'article 17 procèdent à la rectification de la déclaration.

Toute rectification de la déclaration sera motivée et notifiée au redevable dans un délai de 8 mois à compter du jour de la réception de la déclaration par les fonctionnaires visés à l'article 17.

Art. 22. § 1er. Lorsque pour quelque cause que ce soit, le redevable de la taxe n'a pas remis la déclaration prévue par l'article 20 ou ne s'est pas conformé, pour tout ou partie, aux obligations imposées par le présent décret ou en exécution de celui-ci concernant la tenue, la délivrance, la conservation ou la communication des registres, les fonctionnaires visés à l'article 17 sont autorisés à établir d'office la taxe due par le redevable, en raison du montant présumé de la taxe due pendant la ou les années auxquelles l'irrégularité se rapporte, eu égard aux éléments dont ils disposent.

§ 2. Avant de procéder à la taxation d'office, les fonctionnaires visés à l'article 17 notifient au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à la procédure, les quantités et la nature des déchets et les autres éléments sur lesquels la taxation sera basée, ainsi que le mode de détermination des données notifiées.

§ 3. Un délai d'un mois à compter de l'envoi de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit et la taxe ne peut être établie avant l'expiration du délai.

§ 4. Quand le redevable est taxé d'office, il lui incombe, en cas de contestation, de faire la preuve du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office.

Art. 23. § 1er. Sans préjudice d'une rectification ultérieure, le montant de la taxe est notifié au redevable au moyen d'un avertissement extrait de rôle au plus tard le 31 mars de l'année qui suit.

§ 2. Le redevable s'acquitte du montant de la taxe mentionné à l'avertissement extrait de rôle dans le délai indiqué par celui-ci.

Art. 24. L'Office régional wallon des déchets est autorisé à prouver, selon les règles et par tous moyens de droit commun, témoignages et présomptions compris, à l'exception du serment et, en outre, par les procès-verbaux des fonctionnaires visés à l'article 17, toute contravention aux dispositions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution, de même que tout fait quelconque qui établit ou qui concourt à établir la débetion de la taxe ou d'une amende.

Art. 25. Sont solidairement responsables du paiement de la taxe sur les déchets non ménagers, le propriétaire, le possesseur, l'emphytéote, le superficiaire, l'usufruitier et le locataire de tout endroit où sont présents des déchets non ménagers ou sur lequel une personne physique ou morale exerce une activité d'exploitation de décharge autorisée sur base du décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 et de ses arrêtés d'exécution.

Section IV. — Dispositions communes

Art. 26. Les redevables sont tenus de fournir verbalement ou par écrit, à toute réquisition des fonctionnaires visés à l'article 17, tous renseignements qui leur sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe à leur charge ou à charge de tiers.

Tout refus de renseignement et toute communication de renseignements inexacts sont punis d'une amende de 20 francs à 200 francs.

Art. 27. L'action en recouvrement de la taxe, des intérêts et des amendes se prescrit par cinq ans à compter du jour où elle est née.

Art. 28. Pour toute infraction à l'obligation d'acquitter la taxe, il est encouru une amende égale à deux fois le montant de la taxe éludée ou payée hors délai.

CHAPITRE V. — Poursuites et instances, sûretés données à la Région

Art. 29. La solution des difficultés qui peuvent s'élever relativement à la perception de la taxe avant l'introduction des instances appartient aux fonctionnaires désignés par l'Exécutif.

Ils peuvent conclure des transactions avec les redevables, pourvu qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération d'impôt.

Art. 30. § 1er. En cas de non-paiement de la taxe, des intérêts et des accessoires, une contrainte est décernée par le receveur.

Elle est visée et rendue exécutoire par le fonctionnaire désigné à cet effet par l'Exécutif.

Elle est notifiée par pli recommandé à la poste. La remise de la pièce à la poste vaut notification à compter du lendemain.

§ 2. Cette notification :

1° interrompt le délai de prescription pour le recouvrement de la taxe, des intérêts, des accessoires;

2° permet l'inscription de l'hypothèque légale visée à l'article 32;

3° permet au redevable de faire opposition à l'exécution de la contrainte de la manière prévue à l'article 33.

Art. 31. Après la notification visée à l'article 30, § 1er, le receveur peut faire procéder, par exploit d'huissier, à la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable. La saisie-arrêt doit également être dénoncée au redevable par exploit d'huissier.

Cette saisie sort ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire.

Elle donne lieu à l'établissement et à l'envoi, par le receveur, d'un avis de saisie comme prévu à l'article 1300 du Code judiciaire.

Art. 32. § 1er. Pour le recouvrement de la taxe, des intérêts et des frais, la Région wallonne a un privilège général sur tous les biens meubles du redevable à l'exception des navires et bateaux et une hypothèque légale sur tous les biens appartenant au redevable, situés en Région wallonne et qui sont susceptibles d'hypothèque.

§ 2. Le privilège prend rang immédiatement après ceux qui sont mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Livre II du Code de commerce, et après le privilège réservé à l'Etat par les articles 313 du Code des impôts sur les revenus et 87 du Code sur la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 3. L'hypothèque légale prend rang à compter du jour de l'inscription qui en est faite en vertu de la contrainte décernée, rendue exécutoire et notifiée au redevable conformément à l'article 30. L'inscription a lieu à la requête de l'Exécutif nonobstant opposition, contestation ou recours, sur présentation d'une copie, certifiée conforme par le fonctionnaire visé à l'article 30, § 1er, deuxième alinéa, de la contrainte mentionnant la date de la notification. L'article 447, alinéa 2, du Livre II du Code de commerce concernant les faillites, banqueroutes et sursis, n'est pas applicable à l'hypothèque légale en ce qui concerne les taxes dues pour lesquelles une contrainte a été notifiée au redevable antérieurement au jugement déclaratif de faillite.

Art. 33. L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formulée par le redevable, avec citation en justice. Cette opposition est faite par un exploit signifié à la Région, au cabinet du président de l'Exécutif.

Art. 34. Un intérêt, dont le taux est fixé annuellement par l'Exécutif régional wallon est exigible de plein droit si la taxe n'a pas été payée dans le délai fixé en vertu des articles 18 et 23.

Cet intérêt est calculé mensuellement sur le total des taxes dues arrondi au millier de francs inférieur. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

L'intérêt d'un mois n'est réclamé que s'il atteint 1 000 francs.

CHAPITRE VI. — Ristournes

Section I. — Ristournes en matière de taxe sur les déchets ménagers

Art. 35. § 1er. Tout ou partie du produit de la taxe sur les déchets ménagers peut être ristourné aux communes et à leurs associations selon les principes suivants :

a) les montants ristournés à une commune ou à une association de communes ne peuvent excéder les montants perçus à charge des personnes domiciliées de cette commune ou des communes faisant partie de cette association;

b) les montants visent les investissements réalisés dans le cadre des objectifs prévus par la planification de l'élimination des déchets telle que prévue par le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

c) les montants servent à encourager les communes à promouvoir le tri, le recyclage et la valorisation des déchets sur leur territoire.

§ 2. L'Exécutif détermine les modalités d'exécution du paragraphe § 1er.

Section II. — Ristournes en matière de taxe sur les déchets non ménagers

Art. 36. § 1er. Tout ou partie du produit de la taxe sur les déchets non ménagers peut être ristourné au producteur initial de déchets non ménagers qui conclut avec l'Office régional wallon des déchets un pacte industriel respectant les principes suivants :

1° déclaration semestrielle à l'Office régional wallon des matières premières utilisées à la source du ou des procédés industriels;

2° déclaration semestrielle à l'Office régional wallon des déchets produits par le ou les procédés industriels;

3° établissement d'un plan de réduction annuelle des déchets produits, proportionnelle à la quantité de matière première utilisée à la source;

4° la restitution se fera en relation avec le taux de réduction planifié et en relation avec les difficultés techniques de réduction des déchets;

5° la restitution ne pourra s'effectuer qu'après constatation par l'Office régional wallon des déchets du respect des échéances annuelles du plan.

§ 2. L'Exécutif établit les règles d'application du paragraphe premier.

CHAPITRE VII. — *Entrée en vigueur*

Art. 37. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1992.
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
 Namur, le 25 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
 chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
 chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature
 et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Equipement pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
 des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 3385

[C — 27531]

25. JULI 1991. — Dekret über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — *Allgemeines*

Artikel 1. § 1. Unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die durch vorliegendes Dekret bestimmt werden, ist eine Abgabe für die Abfälle zugunsten der Wallonischen Region zu entrichten.

§ 2. Das Aufkommen der Abgabe wird ausschließlich einem

Fonds zugeführt, der im Haushaltsplan des Wallonischen Regionalen Amtes für Abfälle errichtet wird. Das Aufkommen der Abgabe ist für die Erfüllung nachstehender Aufgaben bestimmt :

1. Finanzierung der Aufstellung der Abfallaufbereitungsanlagen in Übereinstimmung mit der im Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle vorgesehenen Planung der Abfallbeseitigung in der Wallonischen Region

2. Finanzierung der Maßnahmen, die getroffen werden, um die Aufbereitungsanlagen mit den gesetzlichen und reglementarischen Normen in Übereinstimmung zu bringen.

3. Politik zur Sensibilisierung für die geplante Abfallwirtschaft in der Wallonischen Region.

4. Unterstützung der Untersuchungslaboratorien der Wallonischen Region für ihre Aufgaben in bezug auf die Abfallwirtschaft.

5. Vorbeugung der Entstehung von Abfällen, einschließlich der Finanzierung der wissenschaftlichen Studien in bezug auf dieses Ziel.

6. Recycling sowohl des Hausmülls wie auch des nichthäuslichen Mülls.

7. Sanierung der verschmutzten ehemaligen Gelände.

8. Vorschüsse, die zur Ausführung der Sofortmaßnahmen und der durch eine Verschmutzungsgefahr gebotenen Zwangsmaßnahmen erforderlich sind.

9. Einführung von Meß- und Kontrollnetzen.

10. elektronische Verarbeitung der Daten in bezug auf den Umschlag und die Beseitigung von Abfällen.

Art. 2. Im Sinne vorliegenden Dekrets versteht man unter :

1. Abfall ; den Abfall im Sinne des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985,

2. Hausmüll : alle Abfälle, die bei den üblichen Tätigkeiten der Haushalte anfallen oder derartigen Abfällen gleichgestellt sind, mit Ausnahme des Sondermülls, und die nicht unten in Nummer 3 erwähnt sind.

3. Nichthäuslichen Abfällen : alle Abfälle aus einer mit oder ohne Erwerbszweck ausgeübten wirtschaftlichen Tätigkeit sowie sämtliche Abfälle, für die die Vorlage des Scheins über die Forderung der Abgabe für Hausmüll nicht aufgehoben wird.

(1) *Sitzungsperiode 1990-1991.*

Ratsdokumente. — 253 (1990-1991), Nrn. 1 bis 12.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 16. Juli 1991. Diskussion. — Abstimmung.

4. Wirtschaftliche Tätigkeit : jede industrielle, kommerzielle, landwirtschaftliche oder zivile Tätigkeit, die ausgeübt wird, um Einnahmen mit permanentem Charakter zu erzielen.
5. Tatbestand, an den die Abgabe geknüpft wird : den Tatbestand, durch den die gesetzlichen Voraussetzungen für den Anspruch auf die Zahlung der Abgabe verwirklicht werden.
6. Exekutive : die Exekutive der Wallonischen Region.

KAPITEL II. — Veranlagung des Hausmülls

Abschnitt I. — Tatbestand, an den die Abgabe geknüpft wird

Art. 3. Der Tatbestand, an den die Abgabe für Hausmüll geknüpft wird, ist die Erzeugung von Abfällen, die mit der ständigen oder zeitweiligen Benutzung eines in der Wallonischen Region gelegenen Gebäudes bzw. Gebäudeteils als Privatwohnung verbunden ist.

Abschnitt II. — Abgabepflichtige

Art. 4. Der Eigentümer, der Besitzer, der Erbpächter, der Nießbraucher, der Mieter eines in der Wallonischen Region gelegenen und als Privatwohnung benutzten Gebäudes oder Gebäudeteils und der Inhaber eines Bau-, Nutzungs- oder Wohnrechtes daran sind solidarisch verpflichtet, die Abgabe für Hausmüll zu entrichten.

Abschnitt III. — Abgabesätze

Art. 5. § 1. Die Abgabe für Hausmüll beträgt 1 000 Franken je Gebäude oder Gebäudeteil, das bzw. der als Privatwohnung benutzt wird.

§ 2. Ungeachtet jeglichen Gegenbeweises geht man davon aus, daß Personen ein Gebäude bzw. einen Teil davon als Privatwohnung benutzen, wenn sie ihrer Eintragung im kommunalen Bevölkerungsregister nach dort ihren Wohnsitz gewählt haben.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 1 beläuft sich die Abgabe auf :

- 1° 300 Franken bei einer Privatwohnung mit nur einem Bewohner;
- 2° 600 Franken bei einer Privatwohnung mit zwei Bewohnern;
- 3° 900 Franken bei einer Privatwohnung mit drei Bewohnern.

Abschnitt IV. — Zeitpunkt, wo die Abgabe zu entrichten ist

Art. 6. Die Abgabe für Hausmüll ist am 1. Januar eines jeden Jahres ganz zu entrichten.

KAPITEL III. — Veranlagung der nichthäuslichen Abfälle

Abschnitt I. — Gemeinrechtliche Regelung

Unterabschnitt I. — Tatbestand, an den die Abgabe geknüpft wird

Art. 7. § 1. Der Tatbestand, an den die Abgabe für nichthäusliche Abfälle geknüpft wird, ist das Vorhandensein von nichthäuslichen Abfällen an irgendeinem in der Wallonischen Region gelegenen Ort.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 gilt das Vorhandensein von Abfällen an einem Ort, wo eine natürliche bzw. juristische Person eine aufgrund des Regentenerlasses vom 4. Februar 1946 zur Genehmigung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung oder aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle und dessen Durchführungserlasse zugelassenen Tätigkeit ausübt bzw. ausgeübt hat, nicht als Tatbestand, an den die Abgabe geknüpft wird, sofern die vorhandenen Abfälle in den Bedingungen dieser Zulassungen vorgesehen sind.

Unterabschnitt II. — Abgabepflichtiger

Art. 8. Der Eigentümer jeglichen in der Wallonischen Region bebauten oder unbebauten unbeweglichen Gutes bzw. Verkehrsmittels in der Binnenschifffahrt, wo nichthäusliche Abfälle vorhanden sind, ist verpflichtet, die Abgabe für nichthäusliche Abfälle zu entrichten.

Unterabschnitt III. — Bemessungsgrundlage

Art. 9. Die Abgabe für nichthäusliche Abfälle richtet sich nach der Tonne nichthäuslicher Abfälle.

Unterabschnitt IV. — Abgabesatz

Art. 10. Der Grundbetrag beläuft sich auf 5 000 Franken je Tonne Abfälle.

Unterabschnitt V. — Zeitpunkt, wo die Abgabe zu entrichten ist

Art. 11. Die Abgabe ist zu entrichten, sobald die Abfälle auf bzw. in dem unbeweglichen Gut oder dem Verkehrsmittel der Binnenschifffahrt, das dem Abgabepflichtigen gehört, vorhanden sind.

Abschnitt II. — Regelung für den zugelassenen Betreiber

Unterabschnitt I. — Tatbestand, an den die Abgabe geknüpft wird

Art. 12. Der Tatbestand, an den die in vorliegendem Abschnitt erwähnte Abgabe für nichthäusliche Abfälle geknüpft wird, ist die Ablagerung von Abfällen an einem Ort, wo eine natürliche bzw. juristische Person eine aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle und dessen Durchführungserlasse zur Aufnahme solcher Abfälle zugelassene Tätigkeit ausübt.

Unterabschnitt II. — Abgabepflichtiger

Art. 13. Jegliche natürliche bzw. juristische Person, die eine aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle und dessen Durchführungserlasse zugelassene Deponie betreibt, ist verpflichtet, die im vorliegenden Abschnitt erwähnte Abgabe für nichthäusliche Abfälle zu entrichten.

Unterabschnitt III. — Bemessungsgrundlage

Art. 14. Die im vorliegenden Abschnitt erwähnte Abgabe für nichthäusliche Abfälle richtet sich nach der Tonne abgelagerter nichthäuslicher Abfälle.

Unterabschnitt IV. — Abgabesätze

Art. 15. § 1. Die Abgabe beträgt :

- a) 900 Franken je Tonne, außer in den in den Punkten b bis l gemeinten Fällen;
- b) 500 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle Entsorgungsrückstände aus der Abfallverbrennung sind;

c) 400 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle Entsorgungsrückstände sind, die nicht aus einer Abfallverbrennung stammen;

d) 350 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle aus Flugasche aus Wärmekraftwerken bestehen;

e) 100 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle inerte Abfälle, mit Ausnahme von nicht verschmutztem Aushub, sind;

f) 100 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle Abfälle aus der Vernichtung von Autowracks und Schrott sind oder wenn die abgelagerten Abfälle gebundene Asbestfasern enthalten;

g) 100 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle aus ausgebagelter Erde bestehen oder Abfälle sind, die aus der Trinkwasseraufbereitung stammen;

h) 80 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle unter den Namen Jarosit und Goethit gekannte Eisenoxide aus der Herstellung von Zink sind;

i) 50 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle Recyclingrückstände aus Betrieben sind, die Altpapier bzw. Pappe als Ausgangsstoff zur Herstellung von neuem Papier bzw. von neuer Pappe verwenden;

j) 30 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle Abfälle sind, die Phosphorgips, Schlamm aus Sodafabriken, Klärschlamm aus Solen von Mineralstoffen und Bergbauabfälle enthalten;

k) 20 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle Abfälle aus der Bodensanierung und der Beseitigung von asbesthaltigen Verkleidungen und Bauelementen von Gebäuden sind;

l) 10 Franken je Tonne, wenn die abgelagerten Abfälle aus nicht verschmutztem Aushub bestehen.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 muß keine Abgabe für die Ausbeute aus den für Rechnung der Wallonischen Region und der von ihr abhängenden öffentlichen Einrichtungen ausgeführten Baggerungen und für die Abfälle aus der auf Initiative der Wallonischen Region und der von ihr abhängenden öffentlichen Einrichtungen erfolgten Trinkwasseraufbereitung entrichtet werden.

§ 3. Wenn die Abfälle nach mehreren Sätzen mit der Abgabe belegt werden können, wird der höchste Satz angewandt.

Unterabschnitt IV. — Zeitpunkt, wo die Abgabe zu entrichten ist

Art. 16. Die Abgabe ist zu entrichten, sobald die Abfälle an dem Ort abgelagert werden, wo der Abgabepflichtige seine Tätigkeit ausübt.

Die Betriebseinstellung setzt dem Anspruch auf die Zahlung der Abgabe kein Ende.

KAPITEL IV. — Erhebung der Abgaben

Abschnitt I. — Beamte, die beauftragt sind, die Abgaben zu erheben und einzutreiben

Art. 17. Die Exekutive benennt die Beamten, die beauftragt sind, die Erklärungen entgegenzunehmen und zu prüfen und die Abfallabgabe zu berechnen und einzutreiben.

Abschnitt II. — Abgabe für Hausmüll

Art. 18. § 1. Die Abgabe für Hausmüll wird jährlich erhoben.

§ 2. Die Abgabe für Hausmüll wird aufgrund einer Heberolle erhoben.

Die Heberollen werden von dem von der Exekutive benannten Beamten festgelegt und spätestens drei Monate nach dem Zeitpunkt, wo die Abgabe aufgrund von Artikel 6 zu entrichten ist, vom Generalinspektor der Abteilung Kassenwesen, Haushalt und Finanzen des Ministeriums der Wallonischen Region für vollstreckbar erklärt.

Diese Bescheide erwähnen :

1° den Namen der Region;

2° den Namen, die Vornamen und die Adresse des Abgabepflichtigen;

3° einen Verweis auf vorliegendes Dekret;

4° den Betrag der Abgabe, den Tatbestand, der den Anspruch auf ihre Zahlung rechtfertigt, und das betreffende Rechnungsjahr;

5° die Artikelnummer;

6° das Datum der Vollstreckungsgenehmigung;

7° die Registernummer;

8° die Anzahl Bewohner;

9° den Fälligkeitstermin.

Der Veranlagungsbescheid wird dem Abgabepflichtigen binnen sechs Monaten nach dem Datum der Vollstreckungsgenehmigung, sonst verliert er seine Rechtsgültigkeit. Er ist datiert und enthält die im vorangehenden Absatz aufgeführten Angaben.

§ 3. Die Abgabe muß binnen zwei Monaten nach der Zustellung des Veranlagungsbescheids gezahlt werden.

Abschnitt III. — Abgabe für nichthäusliche Abfälle

Art. 19. Die Abgabe für nichthäusliche Abfälle wird jährlich erhoben.

Art. 20. § 1. Der Abgabepflichtige muß eine Erklärung in bezug auf die für das abgelaufene Jahr zu entrichtende Abgabe spätestens am 10. Januar des darauffolgenden Jahres einreichen.

Die Erklärung führt alle zur Berechnung der Abgabe erforderlichen Angaben auf.

Wenn der in Artikel 8 erwähnte Abgabepflichtige mehr als ein Gebäude besitzt, muß er eine getrennte Erklärung für jedes dieser Gebäude einreichen.

Wenn der in Artikel 13 erwähnte Abgabepflichtige eine aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle und dessen Durchführungserlasse zugelassene Tätigkeit an mehreren verschiedenen Orten ausübt, muß er eine getrennte Erklärung für jeden dieser Orte einreichen.

§ 2. Das Muster der Erklärung wird von der Exekutive bestimmt.

Art. 21. Bei einem Irrtum oder einer Auslassung in der Erklärung des Abgabepflichtigen stellen die in Artikel 17 erwähnten Beamten die Erklärung richtig.

Jede Berichtigung der Erklärung wird begründet und dem Abgabepflichtigen binnen acht Monaten nach dem Tag, an dem die in Artikel 17 erwähnten Beamten die Erklärung erhalten haben, mitgeteilt.

Art. 22. § 1. Wenn der Abgabepflichtige aus irgendeinem Grund keine Erklärung im Sinne von Artikel 20 abgegeben hat oder sich nicht ganz bzw. nur teilweise an die durch vorliegendes Dekret oder zu dessen Durchführung vorgeschriebene Pflicht in bezug auf die Führung, die Aushändigung, die Aufbewahrung oder die Übermittlung der Register gehalten hat, sind die in Artikel 17 erwähnten Beamten befugt, die vom Abgabepflichtigen zu entrichtende Abgabe von Amts wegen zu berechnen, und zwar unter Berücksichtigung der ihnen zur Verfügung stehenden Angaben aufgrund des mutmaßlichen Betrags der Abgabe, die während des bzw. der Jahre, auf die die Irregularität sich bezieht, zu entrichten ist.

§ 2. Bevor die in Artikel 17 erwähnten Beamten die Veranlagung von Amts wegen vornehmen, teilen sie dem Abgabepflichtigen die Gründe für die Anwendung dieses Verfahrens, die jeweilige Menge und die Art der Abfälle und die anderen Angaben, auf die die Veranlagung sich stützen wird, sowie die Art und Weise, wie die mitgeteilten Angaben ermittelt worden sind, per Einschreiben mit.

§ 3. Der Abgabepflichtige verfügt über eine Frist von einem Monat nach Versand dieser Mitteilung, um seine Bemerkungen schriftlich geltend zu machen, und die Abgabe kann nicht vor Ablauf der Frist festgelegt werden.

§ 4. Wenn der Abgabepflichtige von Amts wegen mit der Abgabe belegt wird, muß er bei einem Einwand den Nachweis erbringen, daß die automatische Veranlagung offensichtlich übertrieben ist.

Art. 23. § 1. Unbeschadet einer nachträglichen Berichtigung wird der Betrag der Abgabe dem Abgabepflichtigen spätestens am 31. März des darauffolgenden Jahres anhand eines Veranlagungsbescheids mitgeteilt.

§ 2. Der Abgabepflichtige zahlt den im Veranlagungsbescheid angegebenen Betrag der Abgabe binnen der darin erwähnten Frist.

Art. 24. Das Wallonische Regionale Amt für Abfälle ist befugt, sämtliche Verletzungen der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der zu seiner Durchführung beschlossenen Erlasse sowie sämtliche Tatbestände, durch die bzw. anhand der bestimmt wird, daß die Abgabe oder eine Geldstrafe zu zahlen ist, gemäß den Regeln und mit sämtlichen gemeinrechtlichen Mitteln, einschließlich Zeugenaussagen und Vermutungen und mit Ausnahme des Eides, und darüber hinaus mit den Protokollen der in Artikel 17 erwähnten Beamten nachzuweisen.

Art. 25. Der Eigentümer, der Besitzer, der Erbpächter, der Nießbraucher und der Mieter jeglicher Ortes, wo nicht-häusliche Abfälle vorhanden sind oder wo eine natürliche oder juristische Person eine aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 und dessen Durchführungserlasse zugelassene Deponie betreibt, haften als Gesamtschuldner für die Zahlung der Abgabe für nicht-häusliche Abfälle.

Abschnitt IV. — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 26. Auf Verlangen der in Artikel 17 erwähnten Beamten müssen die Abgabepflichtigen sämtliche Auskünfte, die von ihnen verlangt werden, um zu überprüfen, ob die Abgabe zu ihren Lasten oder zu Lasten von Drittpersonen richtig erhoben werden, mündlich oder schriftlich erteilen.

Jede Auskunftsverweigerung und jede Mitteilung von falschen Auskünften werden mit einer Geldstrafe von 20 Franken bis 200 Franken geahndet.

Art. 27. Die Schuldforderung für die Abgabe, die Zinsen und die Geldstrafen verjährt in fünf Jahren, und zwar ab dem Tag, wo sie entsteht.

Art. 28. Jeder Verstoß gegen die Pflicht zur Entrichtung der Abgabe unterliegt einer Geldstrafe, die dem zweifachen Betrag der umgangenen bzw. nicht fristgemäß gezahlten Abgabe entspricht.

KAPITEL V. — Verfolgungen und Prozesse Sicherheiten, die der Region geboten werden

Art. 29. Es ist Aufgabe der von der Exekutive benannten Beamten, die Schwierigkeiten, die in bezug auf die Erhebung der Abgabe aufkommen können, vor Einleitung der Prozesse zu lösen.

Sie können mit den Abgabepflichtigen Vergleiche abschließen, sofern diese keine Steuerbefreiung bzw. keinen Steuernachlaß mit sich bringen.

Art. 30. § 1. Im Falle einer Nichtzahlung der Abgabe, der Zinsen und der Nebenkosten erläßt der Einnnehmer einen Vollstreckungsauftrag.

Er wird von dem zu diesem Zweck von der Exekutive benannten Beamten abgezeichnet und für vollstreckbar erklärt.

Er wird per Einschreiben zugestellt. Die Abgabe des Schriftstückes bei der Post gilt ab dem folgenden Tag der Zustellung.

§ 2. Diese Zustellung :

1^o unterbricht die Verjährungsfrist für die Eintreibung der Abgabe, der Zinsen und der Nebenkosten;

2^o ermöglicht die in Artikel 32 erwähnte Eintragung der gesetzlichen Hypothek;

3^o gibt dem Abgabepflichtigen die Möglichkeit, auf die in Artikel 33 vorgesehene Weise Einspruch gegen die Durchführung des Vollstreckungsauftrags zu erheben.

Art. 31. Nach der in Artikel 30, § 1, erwähnten Zustellung kann der Einnnehmer die definitive Drittpfändung der dem Abgabepflichtigen geschuldeten bzw. gehörenden Beträge und Wechsel durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück vornehmen lassen. Die Drittpfändung muß dem Abgabepflichtigen ebenfalls durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück mitgeteilt werden.

Die Pfändung wird mit der Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger wirksam.

Sie gibt Anlaß zur Aufstellung und Zusendung — durch den Einnnehmer — einer Pfändungsanzeige im Sinne von Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches.

Art. 32. § 1. Für die Eintreibung der Abgabe, der Zinsen und der Kosten verfügt die Wallonische Region über ein unbegrenztes Vorzugsrecht auf alle beweglichen Güter des Abgabepflichtigen, mit Ausnahme der Schiffe und der Boote, und eine gesetzliche Hypothek auf alle Güter, die dem Abgabepflichtigen gehören, in der Wallonischen Region gelegen sind und mit einer Hypothek belastet werden können.

§ 2. Das Vorzugsrecht belegt den Rang unmittelbar nach denen, die in den Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 und in Artikel 23 des Buches II des Handelsgesetzbuches erwähnt sind, sowie nach dem Vorzugsrecht, das dem Staat aufgrund von Artikel 313 des Gesetzbuches über die Einkommenssteuer und von Artikel 87 des Gesetzbuches über die Mehrwertsteuer vorbehalten ist.

§ 3. Der Rang der gesetzlichen Hypothek wird durch das Datum der Eintragung bestimmt, die aufgrund des gemäß Artikel 30 erteilten, für vollstreckbar erklärten und dem Abgabepflichtigen mitgeteilten oder zugestellten Vollstreckungsauftrags vorgenommen wird. Ungeachtet eventueller Einsprüche, Anfechtungen oder Berufungen erfolgt die Eintragung auf Antrag der Exekutive bei Vorlage einer von dem in Artikel 30, § 1, Absatz 2, erwähnten Beamten beglaubigten Kopie des Vollstreckungsauftrags, der das Datum der Mitteilung oder der Zustellung angibt. Artikel 447, Absatz 2, des Buches II des Handelsgesetzbuches über die Konkurse, Bankrotte und

Aufschübe findet keine Anwendung auf die gesetzliche Hypothek, was die geschuldeten Abgaben betrifft, für die dem Abgabepflichtigen vor dem Konkursentscheid ein Vollstreckungsauftrag mitgeteilt oder zugestellt worden ist.

Art. 33. Die Ausführung des Vollstreckungsauftrags kann nur durch einen vom Abgabepflichtigen erhobenen begründeten Einspruch mit Vorladung vor Gericht unterbrochen werden. Dieser Einspruch muß der Region, im Kabinett des Vorsitzenden der Exekutive, durch ein Schriftstück zugestellt werden.

Art. 34. Wenn die Abgabe nicht binnen der aufgrund der Artikel 18 und 23 bestimmten Frist gezahlt worden ist, wird von Rechts wegen ein Zins eintreibbar, dessen Satz jährlich von der Wallonischen Regionalexekutive festgesetzt wird.

Dieser Zins wird monatlich auf der Grundlage des auf das untere Tausend abgerundeten Gesamtbetrags der geschuldeten Abgaben berechnet. Jeder Teil eines Monats wird als ganzer Monat gezahlt.

Der Zins für einen Monat wird nur gefordert, wenn er 1 000 Franken erreicht.

KAPITEL VI. — Rückvergütungen

Abschnitt I. — Rückvergütungen in bezug auf die Abgabe für Hausmüll

Art. 35, § 1. Den Gemeinden und ihren Vereinigungen kann das gesamte Aufkommen der Abgabe für Hausmüll oder ein Teil davon gemäß nachstehenden Prinzipien rückvergütet werden :

a) die Beträge, die einer Gemeinde bzw. einer Gemeindevereinigung rückvergütet werden, dürfen nicht die Beträge überschreiten, die zu Lasten der Personen erhoben werden, die ihren Wohnsitz in dieser Gemeinde bzw. in den zu dieser Vereinigung gehörenden Gemeinden haben;

b) die Beträge betreffen die Investitionen, die im Rahmen der in der Planung der Abfallbeseitigung im Sinne des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle vorgesehenen Ziele durchgeführt werden;

c) die Beträge sollen die Gemeinden dazu anregen, die Sortierung, das Recycling und die Verwertung der Abfälle auf ihrem Gebiet zu fördern.

§ 2. Die Exekutive bestimmt die Modalitäten der Durchführung von Paragraph 1.

Abschnitt II. — Rückvergütungen in bezug auf die Abgabe für nichthäusliche Abfälle

Art. 36, § 1. Das gesamte Aufkommen der Abgabe für nichthäusliche Abfälle oder ein Teil davon kann dem ursprünglichen Erzeuger von nichthäuslichen Abfällen, der mit dem Wallonischen Regionalen Amt für Abfälle einen Industrievertrag abschließt, gemäß nachstehenden Prinzipien rückvergütet werden :

1. Dem Wallonischen Regionalen Amt müssen alle sechs Monate die Ausgangsstoffe gemeldet werden, die an der Quelle des bzw. der industriellen Verfahren verwendet werden.

2. Dem Wallonischen Regionalen Amt müssen alle sechs Monate die Abfälle gemeldet werden, die durch das bzw. die industriellen Verfahren erzeugt werden.

3. Es muß ein Plan für die jährliche Reduzierung der erzeugten Abfälle im Verhältnis zu der Menge des an der Quelle verwendeten Ausgangsstoffes erstellt werden.

4. Die Rückzahlung richtet sich nach der geplanten Reduzierung und den technischen Schwierigkeiten für die Reduzierung der Abfälle.

5. Die Rückzahlung darf erst erfolgen, nachdem das Wallonische Regionale Amt für Abfälle die Einhaltung der jährlichen Laufzeiten des Plans festgestellt hat.

§ 2. Die Exekutive bestimmt die Regeln für die Anwendung von Paragraph 1.

KAPITEL VII. — Inkrafttreten

Art. 37. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1992 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, am 25. Juli 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN DER BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen,
und des transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 91 — 3385

[C — 27531]

25 JULI 1991. — Decreet met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 1. § 1. Een belasting op de afvalstoffen, geïnd onder de voorwaarden en overeenkomstig de modaliteiten bepaald in dit besluit ten voordele van het Waalse Gewest, wordt ingesteld.

§ 2. De opbrengst van de belasting wordt exclusief bestemd voor een fonds dat in het midden van de begroting van de « Office régional wallon des déchets » wordt opgericht. De opbrengst van de belasting wordt bestemd voor de volgende opdrachten :

1° financiering van de bouw van afvalbehandelingsinstallaties in overeenstemming met de planning van de verwijdering van afvalstoffen in het Waalse Gewest welke bepaald is in het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen;

2° financiering van maatregelen ten einde de bestaande behandelingsinstallaties met de wettelijke en reglementaire normen in overeenstemming te brengen;

3° bewustmakingsbeleid betreffende het geleide afvalstoffenbeheer in het Waalse Gewest;

4° bijstand aan het analyselaboratorium van het Waalse Gewest voor zijn opdrachten met betrekking tot het afvalstoffenbeheer;

5° voorkoming van het ontstaan van afvalstoffen, met inbegrip van de financiering van wetenschappelijke onderzoeken met betrekking tot dit doel;

6° recycling zowel van huisvuil als van niet-huishoudelijke afvalstoffen;

7° rehabilitatie van oude verontreinigde sites;

8° voorschotten vereist voor de uitvoering van dringende maatregelen en van maatregelen van ambtswege opgelegd ten gevolge van een verontreinigingsgevaar;

9° oprichting van meet- en controlenetten;

10° informaticabeheer van informatie betreffende het vervoer en de verwijdering van afvalstoffen.

Art. 2. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° afvalstoffen : afval in de zin van het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985;

2° huisvuil : elke andere afval dan die bedoeld in sub 3°, die ontstaat ten gevolge van de gewone activiteit van de gezinnen of de met dergelijke afval gelijkgestelde afval, met uitzondering van de bijzondere afval;

3° niet-huishoudelijke afvalstoffen : elke afval die ontstaat ten gevolge van de uitoefening van een economische activiteit, met of zonder winstdoel, alsmede de afval, ongeacht zijn aard, waarvoor de overlegging van een bewijs van betaling van de belasting niet opgeheven wordt;

4° economische activiteit : elke industriële, commerciële, landbouwkundige of burgerlijke activiteit uitgeoefend met een permanent winsttoogmerk;

5° oorzaak : feit waarbij de wettelijke voorwaarden die voor de invorderbaarheid van de belasting noodzakelijk zijn, worden vervuld;

6° de Executieve : de Waalse Gewestexecutieve.

HOOFDSTUK II. — *Belasting op het huisvuil**Afdeling I. — Oorzaak van de belasting*

Art. 3. De belasting op het huisvuil vloeit voort uit het ontstaan van afvalstoffen te wijten aan het permanent of tijdelijk bewonen van een gedeelte of het geheel van een gebouw dat als privé-woning gebruikt wordt en in het Waalse Gewest gelegen is.

Afdeling II. — Belastingplichtigen

Art. 4. Zijn de belasting op het huisvuil solidair plichtig de eigenaar, de bezitter, de erfpachter, de houder van een opstalrecht, de vruchtgebruiker, de houder van een gebruiks- of bewoningsrecht en de huurder van het geheel of van een gedeelte van een gebouw dat als privé-woning gebruikt wordt en in het Waalse Gewest gelegen is.

Afdeling III. — Tarief

Art. 5. § 1. Het bedrag van de belasting op het huisvuil wordt vastgesteld op 1 000 F per gebouw of per gedeelte van een als privé-woning bewoond gebouw.

§ 2. Niettegenstaande elk tegenstrijdig bewijs worden geacht een privé-woning te bewonen de personen die, volgens hun inschrijving in het gemeentelijk bevolkingsregister, hun woonplaats op dat adres hebben.

§ 3. In afwijking van § 1 wordt het bedrag van de belasting vastgesteld op :

1° 300 F wanneer de privé-woning slechts één bewoner telt;

2° 600 F wanneer de privé-woning twee bewoners telt;

3° 900 F wanneer de privé-woning drie bewoners telt;

Afdeling IV. — Ogenblik waarop de belasting verschuldigd is

Art. 6. De belasting op het huisvuil is jaarlijks op 1 januari geheel verschuldigd.

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad. — 253 (1990-1991), nrs. 1 tot 12.

Volledig Verslag. — Openbare vergadering van 16 juli 1991. Bespreking. — Stemming.

HOOFDSTUK III. — *Aanslog van de niet-huishoudelijke afvalstoffen**Afdeling I. — Stelsel van gewoon recht*

Onderafdeling I. — Oorzaak van de belasting

Art. 7. § 1. De belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen is te wijten aan de aanwezigheid waar dan ook in het Waalse Gewest van niet-huishoudelijke afvalstoffen.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt niet beschouwd als oorzaak van de belasting, de aanwezigheid van afvalstoffen op een plaats waar een natuurlijke of rechtspersoon een activiteit uitoefent of uitoefend heeft die toegelaten is op basis van het besluit van de Regent van 4 februari 1946 houdende goedkeuring van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming of op basis van het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen en zijn uitvoeringsbesluiten, voor zover de aanwezige afvalstoffen in de voorwaarden van die vergunningen worden voorzien.

Onderafdeling II. — Belastingplichtig

Art. 8. Is de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen plichtig de eigenaar van elk bebouwd of onbebouwd oproerend goed of van elk riviervervoermiddel gelegen in het Waalse Gewest waar niet-huishoudelijke afvalstoffen aanwezig zijn.

Onderafdeling III. — Belastbare basis

Art. 9. De belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen is verschuldigd per ton niet-huishoudelijke afvalstoffen.

Onderafdeling IV. — Tarief

Art. 10. Het bedrag van de basis wordt vastgesteld op 5 000 F per ton afvalstoffen.

Onderafdeling V. — Ogenblik waarop de belasting verschuldigd is

Art. 11. De belasting is verschuldigd zodra afvalstoffen aanwezig zijn op of in het onroerende goed of riviervervoermiddel waarvan de belastingplichtige eigenaar is.

Afdeling II. — Stelsel van de gemachtigde exploitant

Onderafdeling I. — Oorzaak van de belasting

Art. 12. Het ontstaan van de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen is te wijten aan het storten van afvalstoffen op een plaats waar een natuurlijke of een rechtspersoon op basis van het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen en van zijn uitvoeringsbesluiten een gemachtigde activiteit uitoefent om dergelijke afvalstoffen in ontvangst te nemen.

Onderafdeling II. — Belastingplichtig

Art. 13. Is de in deze afdeling bedoelde belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen plichtig elke natuurlijke of rechtspersoon persoon die een op basis van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen en zijn uitvoeringsbesluiten gemachtigde stortplaats uitbaat.

Onderafdeling III. — Belastbare basis

Art. 14. De in deze afdeling bedoelde belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen is verschuldigd per ton gestorte niet-huishoudelijke afvalstoffen.

Onderafdeling IV. — Tarief

Art. 15. § 1. Het bedrag van de belasting is gelijk aan :

- a) 900 F per ton behalve voor de in de punten b tot j bedoelde veronderstellingen;
- b) 500 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen verbrandingsresten zijn (afkomstig zijn van de behandeling van afvalstoffen door verbranding);
- c) 400 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen andere behandelingsresten zijn dan verbrandingsresten;
- d) 350 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen vliegas afkomstig van thermische centrales zijn;
- e) 100 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen inerte afvalstoffen zijn, met uitzondering van onbesmette ophooggrond;
- f) 100 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen afkomstig zijn van de vernietiging van wagenwrakstukken en van schroot of wanneer de gestorte afvalstoffen vastgestelde asbestvezels bevatten;
- g) 100 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen uitbaggeringsaard zijn of afkomstig zijn van waterbehandelingsverrichtingen ten einde dit water drinkbaar te maken;
- h) 80 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen ijzeroxides zijn die voortkomen uit de productie van zink en bekend onder de namen jarosite en goethique;
- i) 50 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen recyclingsafval zijn afkomstig van bedrijven die papier- en kartonafval als grondstoffen om nieuw papier en karton te produceren, gebruiken;
- j) 30 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen fosfogips, slib afkomstig van sodafabrieken, slib afkomstig van de zuivering van zoutoplossingen van minerale stoffen en van mijnafvalstoffen bevatten;
- k) 20 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen afkomstig zijn van grondzuiveringsverrichtingen en van de vernietiging van bekledingen en van houtwerkelementen van gebouwen die asbest bevatten;
- l) 10 F per ton wanneer de gestorte afvalstoffen onbesmette ophooggrond zijn.

§ 2. In afwijking van § 1 worden vrijgesteld van belasting de species van de voor rekening van het Waalse Gewest en van de openbare instellingen die daarvan afhankelijk zijn verrichte uitbaggeringen en de afvalstoffen afkomstig van waterbehandelingsverrichtingen uitgevoerd op initiatief van het Waalse Gewest en van de openbare instellingen die daarvan afhankelijk zijn, ten einde dit water drinkbaar te maken.

§ 3. Wanneer de afvalstoffen tegen verschillende voeten belast kunnen worden, wordt de hogere voet toegepast.

Onderafdeling IV. — Ogenblik waarop de belasting verschuldigd is

Art. 16. De belasting is verschuldigd zodra de afvalstoffen gestort worden op de plaats die de belasting plichtige uitbaat.

Het stopzetten van de activiteiten maakt geen einde aan de opeisbaarheid van de belasting.

HOOFDSTUK IV. — Inning van de belasting

Afdeling I. — Ambtenaren belast met de inning en de invordering van de belastingen

Art. 17. De ambtenaren belast met het ontvangen en het onderzoeken van de aangiften en met de berekening en de invordering van de belasting op de afvalstoffen worden aangewezen door de Executieve.

Afdeling II. — Belasting op het huisvuil

Art. 18. § 1. De belasting op het huisvuil wordt jaarlijks geïnd.

§ 2. De belasting op het huisvuil wordt geïnd door middel van kohier.

De kohieren worden vastgesteld door de door de Executieve aangewezen ambtenaar en worden uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de afdeling thesaurie van begroting en financiën van het Ministerie van het Waalse Gewest, uiterlijk drie maanden na het ogenblik waarop de belasting krachtens artikel 6 wordt verschuldigd.

De kohieren vermelden :

- 1° de naam van het Gewest;
- 2° de naam, voornamen en het adres van de belastingplichtige;
- 3° een verwijzing naar dit decreet;
- 4° het bedrag van de belasting, het feit dat de opeisbaarheid van die belasting verantwoordt en het belastingsjaar waarop zij betrekking heeft;
- 5° het artikelnummer;
- 6° de datum van de uitvoerbaarverklaring;
- 7° het registernummer;
- 8° het aantal bewoners;
- 9° de opeisbaarheidsdatum.

Het aanslagbiljet wordt, op straffe van uitsluiting, bekendgemaakt aan de belastingplichtige binnen zes maanden met ingang van de datum van de uitvoerbaarverklaring.

Het wordt gedagtekend en bevat de in het vorige lid vermelde meldingen.

§ 3. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de bekendmaking van het aanslagbiljet.

Afdeling III. — Belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen

Art. 19. De belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen wordt jaarlijks geïnd.

Art. 20. § 1. De belastingplichtige moet uiterlijk op 10 januari van het volgende jaar een aangifte voor de voor het verstreken jaar verschuldigde belasting indienen. Die aangifte omvat alle voor de berekening van de belasting vereiste gegevens.

Wanneer de in artikel 8 bedoelde belastingplichtige eigenaar is van meer dan één onroerend goed, moet hij voor elk van die goederen een afzonderlijke aangifte indienen.

Wanneer de in artikel 13 bedoelde belastingplichtige op basis van het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen en van zijn uitvoeringsbesluiten op verschillende afzonderlijke plaatsen een gemachtigde activiteit uitoefent, moet hij voor elk van die plaatsen een afzonderlijke aangifte indienen.

§ 2. Het model van de aangifte wordt opgemaakt door de Executieve.

Art. 21. In geval van vergissing of verzuim in de aangifte van de belastingplichtige gaan de in artikel 17 bedoelde ambtenaren over tot de rectificatie van de aangifte.

Elke aan de aangifte aangebrachte wijziging moet met redenen omkleed zijn en moet aan de belastingplichtige bekendgemaakt worden binnen een termijn van acht maanden met ingang van de dag waarop de in artikel 17 bedoelde ambtenaren de aangifte ontvangen.

Art. 22. § 1. Wanneer, ongeacht de reden, de belastingplichtige de in artikel 20 bedoelde aangifte niet heeft ingediend of de bij dit decreet of in uitvoering ervan opgelegde verplichtingen met betrekking tot het houden, de afgifte, het behoud of de mededeling van de registers, geheel of gedeeltelijk, niet in acht heeft genomen, worden de in artikel 17 bedoelde ambtenaren gemachtigd, met inachtneming van de gegevens waarover zij beschikken, de door de belastingplichtige verschuldigde belasting eigenmachtig te berekenen naar mate van het veronderstelde bedrag van de belasting verschuldigd gedurende het of de jaren waarop de onregelmatigheid betrekking heeft.

§ 2. Alvorens tot de ambtshalve aanslag over te gaan, moeten de in artikel 17 bedoelde ambtenaren de redenen die de toepassing van die procedure verantwoorden, de hoeveelheden en de aard van de afvalstoffen en de andere elementen waarop de belasting zal berekend worden, alsmede de bepalingwijze van de bekendgemaakte gegevens bij een ter post aangetekende brief betekenen.

§ 3. Een termijn van één maand met ingang van de zending van die bekendmaking wordt geopend voor de belastingplichtige om zijn opmerkingen schriftelijk te doen gelden en de belasting mag niet voor het verstrijken van deze termijn worden vastgesteld.

§ 4. In geval van ambtshalve aanslag dient de belastingplichtige, indien er betwisting is, de duidelijk bovensporige aard van de ambtshalve aanslag bewijzen.

Art. 23. § 1. Onverminderd een latere rectificatie wordt het bedrag van de belasting uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar aan de hand van een aanslagbiljet aan de belastingplichtige bekendgemaakt.

§ 2. De belastingplichtige kwijt zich los van het in het aanslagbiljet vermelde bedrag van de belasting binnen de daarin voorgeschreven termijn.

Art. 24. De « Office régional wallon des déchèts » is ertoe gemachtigd elke overtreding van de bepalingen van dit decreet of van zijn uitvoeringsbesluiten, alsmede elk feit dat vaststelt of tot de vaststelling bijdraagt dat de belasting of een boete verschuldigd is, te bewijzen overeenkomstig de regelen en met alle middelen van gemeen recht, getuigenissen en vermoedens inbegrepen, met uitzondering van de eed en bovendien met de processen-verbaal opgemaakt door de in artikel 17 bedoelde ambtenaren.

Art. 25. Zijn voor de betaling van de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen solidair verantwoordelijk de eigenaar, de bezitter, de erfpachter, de oppervlakteeigenaar, de vruchtgebruiker en de huurder van een plaats waar niet-huishoudelijke afvalstoffen worden opgeslagen of waar een natuurlijke of rechtspersoon een op basis van het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 en van zijn uitvoeringsbesluiten gemachtigde stortplaats uitbaat.

Afdeling IV. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 26. Op elke vordering van de in artikel 17 bedoelde ambtenaren zijn de belastingplichtigen ertoe gehouden alle inlichtingen die hen gevraagd worden om na te gaan of de belasting die te hunner laste of ten laste van derden valt regelmatig werd geïnd, mondeling of schriftelijk te verstrekken.

Elke weigering inlichtingen te verstrekken en elke mededeling van onjuiste inlichtingen wordt bestraft met een boete van 20 tot 200 F.

Art. 27. De vordering tot invordering van de belasting, interesten en boeten verjaart om de vijf jaar met ingang van de dag waarop zij ontstaat.

Art. 28. Elke overtreding van de verplichting de belasting te betalen wordt bestraft met een boete gelijk aan tweemaal het bedrag van de ontdrukte of buiten termijn betaalde belasting.

HOOFDSTUK V. — Vervolgingen en instanties Aan het Gewest gegeven garanties

Art. 29. De door de Executieve aangewezen ambtenaren zijn belast met het oplossen van de moeilijkheden die zich voor de oprichting van de instanties bij de inning van de belasting kunnen voordoen.

Zij kunnen schikkingen treffen met de belastingplichtigen voor zover deze schikkingen geen belastingvrijstelling of -vermindering ten gevolge hebben.

Art. 30. § 1. Bij niet-betaling van de belasting, de interesten en de bijkomende kosten vaardigt de ontvanger een dwangbevel uit.

Het dwangbevel wordt ondertekend en uitvoerbaar verklaard door de daartoe door de Executieve aangewezen ambtenaar.

Het wordt betekend bij een ter post aangetekende brief. Het afgeven van het document aan de post geldt als bekendmaking met ingang van de volgende dag.

§ 2. Die bekendmaking :

1° onderbreekt de verjaringstermijn voor de inning van de belasting, de interesten en de bijkomende kosten;

2° laat de inschrijving toe van de in artikel 32 bedoelde wettelijke hypotheek;

3° stelt de belastingplichtige in staat om zich op de in artikel 33 bepaalde wijze te verzetten tegen de uitvoering van het dwangbevel.

Art. 31. Na de in artikel 30, § 1, bedoelde bekendmaking kan de ontvanger bij deurwaardersexploot laten overgaan tot het executoriaal beslag onder derden op de bedragen en effecten die aan de belastingplichtige verschuldigd zijn of toebehoren. Het derdenbeslag moet eveneens bij deurwaardersexploot aan de belastingplichtige bekendgemaakt worden.

Die inbeslagneming heeft uitwerking met ingang van de afgifte van het document aan de ontvanger.

Overeenkomstig artikel 1390 van het Gerechtelijke Wetboek geeft ze aanleiding tot het opmaken en het zenden door de ontvanger van een advies van beslag.

Art. 32. § 1. Voor de invordering van de belasting, de interesten en de kosten heeft het Waalse Gewest een algemeen voorrecht op alle roerende goederen van de belastingplichtige, met uitzondering van de zeeschepen en de boten, alsook een wettelijke hypotheek op alle aan de belastingplichtige toebehorende goederen gelegen in het Waalse Gewest en vatbaar voor hypotheek.

§ 2. Het voorrecht heeft rang onmiddellijk na die vermeld in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1951 en in artikel 23 van Boek II van het Wetboek van Koophandel, en na het bij artikel 313 van het Wetboek van de Inkomstenbelasting en artikel 87 van het Wetboek op de Belasting op de Toegevoegde Waarde aan de Staat voorbehouden voorrecht.

§ 3. De wettelijke hypotheek heeft rang met ingang van de dag van haar inschrijving, krachtens het uitgegeven dwangbevel dat uitvoerbaar wordt verklaard en overeenkomstig artikel 30 aan de belastingplichtige wordt betekend. De inschrijving geschiedt op verzoek van de Executieve niettegenstaande verzet, betwisting of beroep, op voorleggen van een door de in artikel 30, § 1, tweede lid, bedoelde ambtenaar voor eensluidend verklaarde afschrift van het dwangbevel, dat de datum van de bekendmaking vermeldt. Artikel 447, tweede lid van Boek II van het Wetboek van Koophandel, met betrekking tot de faillieten, bankbreuken en uitstellen van betaling, is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek wat betreft de verschuldigde belastingen waarvoor een dwangbevel voor het vonnis van faillietverklaring aan de belastingplichtige werd bekendgemaakt.

Art. 33. De uitvoering van het dwangbevel mag uitsluitend opgeschort worden door een gemotiveerd verzet met dagvaarding, dat door de belastingplichtige gedaan wordt. Dit verzet geschiedt bij exploit dat aan het Gewest en aan het kabinet van de voorzitter van de Executieve wordt betekend.

Art. 34. Een interest waarvan de voet door de Waalse Gewestexecutieve jaarlijks wordt vastgesteld, is van rechtswege verschuldigd indien de belasting niet binnen de in de artikelen 18 en 23 vastgestelde termijn betaald wordt.

Die interest wordt maandelijks berekend op het totaal bedrag van de verschuldigde belastingen, op duizend frank naar boven afgerond. Elke maandfractie wordt als een volledige maand geteld.

De interest van een maand wordt slechts opgeëist indien hij ten minste 1 000 frank bedraagt.

HOOFDSTUK VI. — Terugbetalingen*Afdeling I. — Terugbetalingen inzake belasting op het huisvuil*

Art. 35. § 1. De opbrengst van de belasting op het huisvuil kan overeenkomstig volgende beginselen geheel of gedeeltelijk terugbetaald worden aan de gemeenten en aan hun verenigingen :

a) de aan een gemeente of aan een vereniging van gemeenten terugbetaalde bedragen mogen niet hoger zijn dan de bedragen geïnd ten laste van de personen die woonachtig zijn in die gemeenten of in de gemeenten die van die vereniging deel uitmaken;

b) de bedragen hebben betrekking op de investeringen verricht in het kader van de doeleinden bepaald door de planning inzake verwijdering van afvalstoffen zoals bedoeld in het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen;

c) de bedragen zijn bestemd om de gemeenten aan te sporen de sortering, de recycling en de valorisatie van de afvalstoffen op hun grondgebied te bevorderen.

§ 2. De Executieve bepaalt de modaliteit inzake uitvoering van § 1.

Afdeling II. — Terugbetalingen inzake belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen

Art. 36, § 1. De opbrengst van de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen kan geheel of gedeeltelijk terugbetaald worden aan de eerste producent van niet-huishoudelijke afvalstoffen die met de « Office régional wallon des déchets » een industriële overeenkomst sluit waarbij rekening wordt gehouden met volgende principes :

1° halfjaarlijkse aangifte bij de « Office régional wallon » van de grondstoffen aangewend vanaf het begin van de industriële methode(s);

2° halfjaarlijkse aangifte bij de « Office régional wallon » van de door de industriële methode(s) geproduceerde afvalstoffen;

3° opmaking van een plan met het oog op de jaarlijkse vermindering van de geproduceerde afvalstoffen, die evenredig is met de aanvankelijk aangewende hoeveelheid grondstoffen;

4° de terugbetaling dient evenredig te zijn met de geplande vermindering voer en met de technische problemen inherent aan de vermindering van de afvalstoffen;

5° de terugbetaling mag slechts gebeuren nadat de « Office régional wallon des déchets » heeft vastgesteld dat de jaarlijkse vervalddagen van het plan in acht werden genomen.

§ 2. De Executieve stelt de toepassingsregelen van § 1 vast.

HOOFDSTUK VII. — Inwerkingtreding

Art. 37. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1992.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt,

Namen, 25 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

A. VAN DER BIEST

De Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister van Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud et Industriegebieden voor het Waalse Gewest,

E. HISMANS

De Minister van Openbare Werken en Uitrusting voor het Waalse Gewest,

A. BAUDSON

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN**MINISTÈRE DE LA JUSTICE****Ordres nationaux**

Par arrêtés royaux du 18 novembre 1991 :

— M. Bricout, V., procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand, est promu Commandeur de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile;

— M. Penners, G., juge consulaire honoraire au tribunal de commerce de Liège, est nommé Officier de l'Ordre de la Couronne.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 25 juin 1991, entrant en vigueur le 23 novembre 1991, M. Bricout, V., procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand, est admis à la retraite.

Il a droit à l'éméritat.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 2 septembre 1991, la désignation de M. Hennuy, P., juge au tribunal de première instance de Charleroi, aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 1er décembre 1991.

MINISTERIE VAN JUSTITIE**Nationale Orden**

Bij koninklijke besluiten van 18 november 1991 :

— is de heer Bricout, V., procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, bevorderd tot Commandeur in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen;

— is de heer Penners, G., ererechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Luik, benoemd tot Officier in de Kroonorde.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 25 juni 1991, dat in werking treedt op 23 november 1991, is de heer Bricout, V., procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op het emeritaat.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 2 september 1991 is de aanwijzing van de heer Hennuy, P., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, tot het ambt van onderzoeksrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang van 1 december 1991.